

Plus la transition sera lente, plus elle sera coûteuse

Reporter les dépenses de la transition écologique finira par coûter plus, avertit la Banque centrale européenne

Il faut accélérer les dépenses nécessaires à la transition climatique, a rappelé, mercredi 6 septembre, la Banque centrale européenne (BCE). Selon l'institution monétaire, il en va non seulement de la maîtrise de l'environnement, pour espérer limiter le réchauffement de la planète, mais aussi de l'économie. La BCE a publié ses deuxièmes stress tests climatiques; après une première mouture en 2021, et elle arrive à des conclusions similaires: si investir dès maintenant dans la transition est cher, attendre finira par coûter encore plus.

«Procrastiner est peut-être plus facile et moins cher aujourd'hui, mais cela signifie payer un prix plus élevé demain: les dommages sur notre environnement et nos économies venant des températures plus élevées seraient (alors) plus importants», note son vice-président, Luis de Guindos. Les stress tests n'en concluent pas moins que dans tous les scénarios, même les plus optimistes, l'économie va souffrir de l'impact climatique, les entreprises vont perdre en profitabilité et les banques vont essuyer plus de pertes.

Impact sur les ménages

La BCE a travaillé sur trois scénarios portant sur la période 2023 à 2030. Le premier, qui permettrait de tenir les engagements visant à limiter le réchauffement à 1,5 degré, est une «transition accélérée» par rapport aux dépenses actuelles, avec des investissements qui doubleraient d'ici à trois ans, s'élevant à un total de 3200 milliards d'euros (un peu plus d'un an de PIB français) d'ici à 2030.

Le second, dénommé «effort tardif», envisage une certaine immobilité des politiques climatiques jusqu'en 2026 puis une brutale accélération, menant au même total d'investissements, simplement moins répartis dans le temps. Le troisième est une «transition re-

poussée», où les Etats ne tiennent pas leurs promesses de réduction des gaz à effet de serre, allant sur une trajectoire de 2,6 degrés de réchauffement.

Ce dernier scénario comprend tout de même 2500 milliards d'euros d'investissements, puisque, même dans cette hypothèse, d'importantes dépenses en énergies renouvelables, électrification de l'économie et autres isolations de logement sont réalisées. Le rapport ne publie pas un chiffre définitif facilement comparable (par exemple un coût en parts du PIB) entre les trois scénarios. Mais, secteur par secteur, il donne un bon aperçu de l'ampleur du choc à venir.

Pour la première fois, il calcule notamment l'impact sur les ménages. Dans tous les cas, leurs factures de gaz et d'électricité devraient augmenter. Dans le scénario «accéléré», avec de très importants investissements dans les énergies renouvelables (un quadruplement des capacités est prévu!), elles devraient augmenter de 10% d'ici à 2025 (toutes choses étant égales par ailleurs). Mais, ensuite, elles se stabiliseraient: faire fonctionner des énergies renouvelables n'est pas cher, et de meilleures isolations permettraient de réduire la consommation d'énergie.

Les autres scénarios envisagent d'ici à 2025 une hausse de la fac-

ture des ménages de seulement 5%, mais ensuite une envolée: d'ici à 2030, la hausse serait de 31% dans le cas de la «transition brusque», et de 50% dans une «transition repoussée». Dans ce dernier cas, les ménages resteraient encore très largement dépendants des énergies fossiles, dont les prix devraient très fortement augmenter, selon la BCE.

Des secteurs déjà fragiles

Un autre effet économique pour les ménages concerne l'immobilier. «Les changements des exigences réglementaires en efficacité énergétique dans les bâtiments peuvent avoir un effet négatif sur la valeur du patrimoine des pro-

priétaires», note le rapport. L'expérience française le démontre, avec l'interdiction de la location des passoires thermiques, aujourd'hui pour celles qui sont classées G+, et G à partir de 2025.

Ces biens immobiliers perdent en valeur et provoquent des remous sur le marché de la location. Vu par le prisme de la BCE, qui s'intéresse à la stabilité financière, un tel scénario pourrait forcer les ménages à emprunter pour financer les travaux, ce qui alourdirait leur endettement.

Le coût pour les entreprises s'annonce également très violent, une conclusion d'autant plus intéressante que l'étude de la BCE s'appuie sur les connaissances très dé-

La BCE a travaillé sur trois scénarios portant sur la période 2023 à 2030

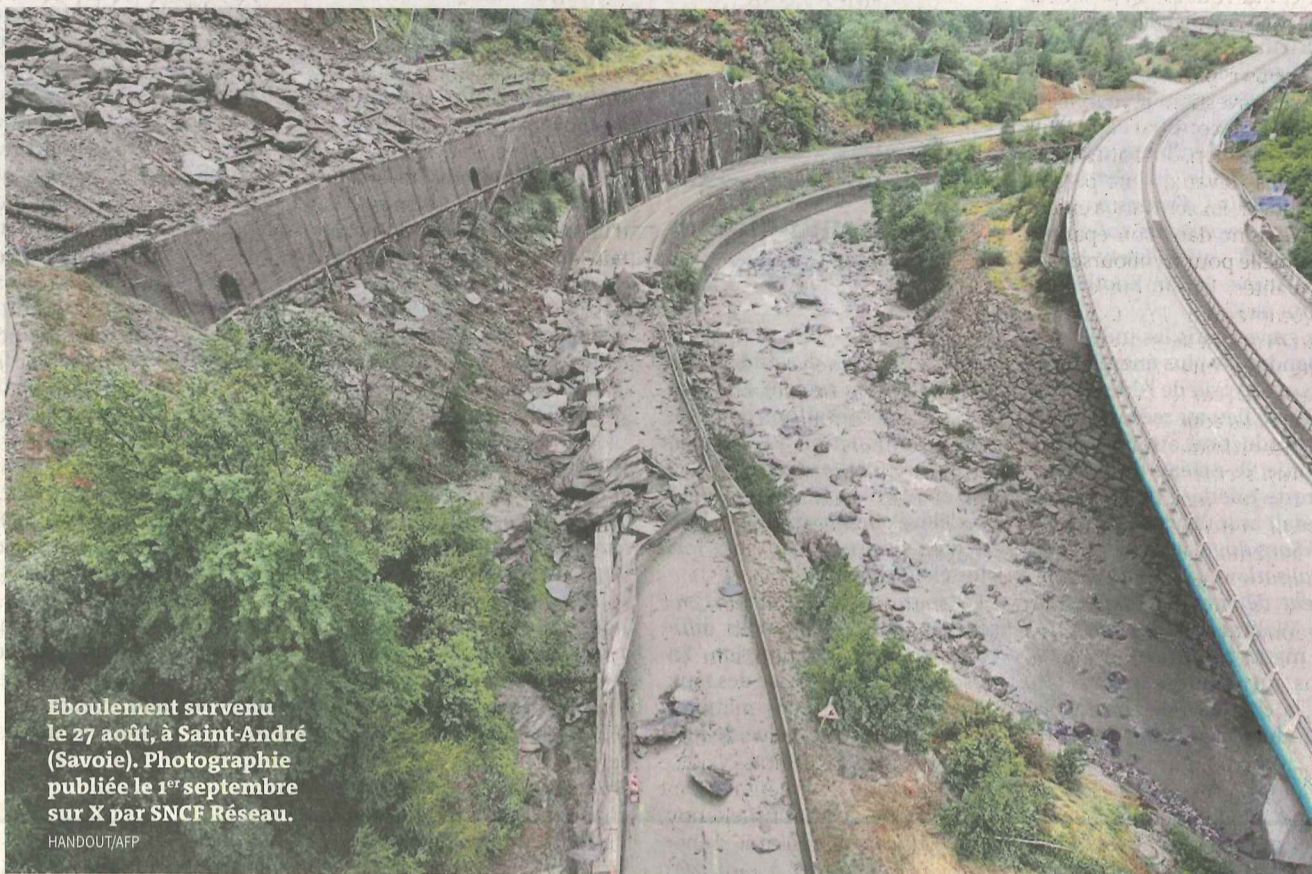
taillées de 2,9 millions de sociétés, apportées par les vingt banques centrales de la zone euro. «La profitabilité des entreprises va baisser de façon médiane de 2 à 3 points dans la zone euro, et de plus du double pour les entreprises intensives en énergie», note le rapport.

Dans les mines, l'industrie et la distribution, la BCE table sur une baisse de 6 points de la profitabilité. De quoi mettre à mal les entreprises déjà précaires, surtout dans ces secteurs déjà fragiles. Pour les entreprises, le pire des trois scénarios est celui de l'effort tardif, qui déstabilise les marchés de l'énergie et provoque une soudaine envolée des prix, tandis que la transition repoussée a un effet similaire à celui de la transition accélérée.

Ces chocs au niveau des entreprises et des entreprises se répercutent ensuite au niveau des banques. Là encore, le scénario le plus négatif serait celui de l'effort tardif, avec des investissements massifs soudain nécessaires, dont le financement deviendrait plus cher. Dans ce cas, les risques de crédit des établissements bancaires augmenteraient de 100%, et même de 190% pour une banque sur dix, selon la BCE.

Dans une transition accélérée, l'augmentation des risques de crédit ne serait «que» de 60%, environ le même niveau qu'avec la transition repoussée. Toutefois, comme le note la BCE, ce dernier scénario, impliquerait des «risques physiques» bien plus importants. ■

ÉRIC ALBERT



Eboulement survenu le 27 août, à Saint-André (Savoie). Photographie publiée le 1^{er} septembre sur X par SNCF Réseau.

HANDOUT/AFP